COMMUNE DE SAINT-AUBIN-LE-CAUF

Canton d'Envermeu - Département de la Seine-Maritime

<p style="text-align: center;">COMPTE-RENDU</p> <p style="text-align: center;">DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL</p> <p style="text-align: center;">DU 16 DECEMBRE 2016</p>

Etaient présents : MM. et Mmes BOUDET, FREMIOT, BERNIER, DACHEUX, DEBOEUF, HEURTAUX-LEGRAND, SANTIN, LECOMTE-LEHMANN, BARA, BENOIST, ROUTIER, CALDERIN-GIL, DELABOST

Etaient absents : MM. et Mmes GLATIGNY, CLARYS (pouv à Mme BERNIER),

Madame le maire demande au conseil municipal la possibilité d'intégrer 3 points à l'ordre du jour :

- Aide financière aux restos du coeur
- Subvention exceptionnelle au cercle des médaillés de la jeunesse des sports
- Subvention exceptionnelle au SAUFC

Accord du conseil municipal

<p>I) COMPTE-RENDU DE LA REUNION PRECEDENTE</p>
--

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité le compte-rendu de la réunion du 19 octobre 2016.

<p>II) CONVENTION AVEC LE CAUE</p>

16-89 Convention avec le C.A.U.E.

Lors de sa séance du 19 octobre 2016, le conseil municipal a émis un avis favorable pour l'aide du CAUE concernant un projet global d'aménagement du centre du village.

Le Maire présente au Conseil municipal le projet de convention transmis par le CAUE pour une mission de conseil.

La participation financière de la commune s'élève à 500€, à verser sous forme d'une subvention.

Le Conseil municipal

- Décide de solliciter le concours du CAUE pour l'élaboration du projet global d'aménagement du centre du village,
- Approuve le projet de convention avec le CAUE pour une mission d'accompagnement et de conseil tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- Autorise le Maire à signer cette convention,
- Donne tout pouvoir au Maire pour la mise en œuvre des termes de cette convention et le règlement des dépenses qui s'y rapportent.

16-90 Régime indemnitaire

Lors de sa séance du 27 mai 2016, le Conseil municipal avait voté la modification du calcul de l'Indemnité d'Administration et de Technicité attribuée à tout le personnel communal.

Madame le maire avait proposé d'affecter le coefficient multiplicateur 3 au calcul du montant de référence permettant de constituer l'enveloppe globale maximale.

Elle propose de garder le même dispositif pour l'année 2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

- Décide de garder le même dispositif pour l'année 2017
- donne pouvoir au maire pour la mise en œuvre de cette décision.

16-83 Révision des tarifs communaux : Mise à disposition de la salle des fêtes – Tarifs 2017

Pour la mise à disposition de la salle des fêtes communale, sur proposition du maire, le Conseil Municipal adopte les tarifs suivants qui s'appliqueront à compter du 01 janvier 2017 :

1^e) Vin d'honneur

Commune	90 €
Hors commune	135 €

2^e) Soirée hors week-end

<u>Salle seule</u>	Commune	135 €
	Hors commune	205 €

<u>Salle et cuisine</u>	Commune	205 €
	Hors commune	305 €

3^e) Week-end

<u>Salle seule</u>	Commune	205 €
	Hors commune	305 €

<u>Salle et cuisine</u>	Commune	305 €
	Hors commune	455 €

16-84 Révision des tarifs communaux : Concession dans le cimetière communal – Tarif 2017

Pour l'octroi d'une concession dans le cimetière communal, sur proposition du Maire, le Conseil Municipal adopte les tarifs suivants qui s'appliqueront à compter du 01 janvier 2017.

Concession de 2m²

30 ans :	305 €.
50 ans :	450 €.

Concession de 1m²

30 ans :	180 €.
50 ans :	270 €.

16-85 Révision des tarifs communaux : Mise à Disposition de la vaisselle communale – Tarifs 2017

Les utilisateurs de la salle des fêtes communale peuvent bénéficier s'ils le souhaitent de la mise à disposition de la vaisselle communale.

Pour cette mise à disposition, sur proposition du maire, le Conseil municipal adopte les tarifs suivants qui s'appliqueront à compter du 01 janvier 2017.

1°) Verres pour vin d'honneur 2,25 € la douzaine avec un minimum de 5 douzaines, à la douzaine au-delà.

2°) Couverts pour repas (version simple)
18,00 € la douzaine avec un minimum de 5 douzaines, à la douzaine au-delà.

3°) Couverts pour repas (version complète)
23,00 € la douzaine avec un minimum de 5 douzaines, à la douzaine au-delà.

La composition exacte des couverts est jointe en annexe.

4°) Le remplacement de la vaisselle manquante se fera au tarif joint en annexe.

5°) Le relavage de la vaisselle sera facturé au temps passé.

16-86 Révision des tarifs communaux : Cantine et garderie scolaire – Tarifs 2017

Sur proposition du Maire, le Conseil Municipal adopte les tarifs suivants, pour la cantine et la garderie scolaires, qui s'appliqueront à compter du 01 janvier 2017 :

Cantine scolaire

- Enfant commune	3,25 €
- Enfant hors-commune	4,20 €
- Personnel encadrant	5,20 €

Garderie scolaire

- Tarif pour une demi-heure :

enfant de la commune : 0,50 €

enfant hors commune : 0,65 €

16-87 Révision des tarifs communaux : Location du logement THOMAS – Loyer 2017

Les indices INSEE faisant apparaître une augmentation des indices des prix à la consommation de 0,06% sur l'année 2016, le maire propose de laisser le loyer du logement THOMAS au même montant, à savoir 430€ par mois.

Le Conseil Municipal

- approuve cette proposition
- dit que ce tarif s'appliquera à compter du 1er janvier 2017 rappelle, qu'en sus du loyer, le locataire remboursera le montant de la TEOM.

16-88 Révision des tarifs communaux : Location du logement CAHOT – Loyer 2017

Les indices INSEE faisant apparaître une augmentation des indices des prix à la consommation de 0,06% sur l'année 2016 (avec pour référence celui du mois de novembre), le maire propose de laisser le loyer du logement CAHOT au même montant, à savoir 210€ par mois.

Le Conseil Municipal

- approuve cette proposition
- dit que ce tarif s'appliquera à compter du 1er janvier 2017 rappelle, qu'en sus du loyer, le locataire remboursera le montant de la TEOM.

V)	<i>RETROCESSION DE CONCESSION</i>
-----------	--

16-100 Cimetière : Reprise des concessions en état d'abandon

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a délibéré le 1^{er} juillet en faveur de la reprise des concessions en état d'abandon.

Une procédure d'appel d'offres à procédure adaptée a été initiée le 19 octobre 2016. La date limite de réponse était le 08 décembre 2016 à 12 heures.

Aucune réponse n'étant parvenue dans les délais, l'appel d'offres est réputé infructueux.

Une demande de reprise des concessions a été faite le 15 décembre 2016 auprès de l'entreprise MALLET qui y a répondu favorablement.

Le Conseil municipal

- Constate que l'appel d'offres a été infructueux
- Approuve le devis de l'entreprise MALLET d'un montant de 54 048€ TTC afin de procéder à la reprise des concessions en état d'abandon dans le cimetière communal
- Donne pouvoir au Maire pour mettre en œuvre cette décision.

VI) PARTICIPATION AU VOYAGE SCOLAIRE

16-91 Participation financière au voyage scolaire

Lors de sa séance du 18 décembre 2015, Le Conseil Municipal avait délibéré favorablement à la participation financière au voyage scolaire organisé en Bretagne pour les élèves de CM à hauteur de 1/3 du coût, 1/3 étant financé par l'APEDE et l'autre 1/3 par la Coopérative scolaire.

Le voyage ayant eu lieu du 27 au 29 avril 2016, il est nécessaire de délibérer de nouveau à ce sujet. Le montant de la facture s'élève à 7 686,30€, la commune participe à hauteur de 2 562,10€.

Approbation du Conseil Municipal.

VII) MAINTENANCE ECLAIRAGE PUBLIC : CONVENTION AVEC LE SDE76

16-96 SDE : Maintenance et dépannage ponctuel de l'éclairage public

Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal que le Syndicat Départemental d'Energie SDE76, propose un service collectif d'entretien de l'éclairage public aux communes adhérentes pour la période allant du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2018. Dans le cadre de la mise en place de ce service, le syndicat a lancé un appel d'offres qui a été alloué sur chaque territoire de CLE.

Pour notre commune, ce serait l'entreprise qui interviendrait

On peut citer :

- a) L'entrepreneur assure le réglage des interrupteurs horaires au moment des changements d'heure légale.
Ce réglage ne donne pas lieu à facturation.
- b) Les dépannages ponctuels, sur demande des communes ou du SDE76, des ouvrages d'éclairage public bénéficiant de la maintenance collective.
Toute demande de dépannage est confirmée par écrit à l'entrepreneur.
L'entrepreneur assure la remise en état dans les délais suivants : intervention normale **2 jours** à compter du jour d'envoi de la demande écrite de la commune ou du SDE76 ; intervention accélérée : dépannage avec caractère d'urgence **12 heures** à compter du jour d'envoi de la demande écrite (congés de fin de semaine et fêtes exclus). Dans le cas d'une panne de trois foyers lumineux consécutifs, ce délai d'intervention accéléré est également appliqué. En cas d'extrême urgence, délai de **2 heures** pour tout problème de danger immédiat nécessitant des prestations de mise en sécurité. Ces deux derniers délais débutent à compter de l'heure d'appel du SDE76, de la commune, de la Police, de la Gendarmerie, des Sapeurs-pompiers ou des services d'Electricité et de Gaz de France.
- c) Des propositions technico-économiques de la maîtrise de la demande d'énergie, sur demande individualisée et spécifique des communes, après établissement d'un devis accepté par la commune.
- d) La mise à disposition d'un guichet unique et la réponse aux DT-DICT sur demande individualisée et spécifique des communes, après établissement d'un devis accepté par la commune.

- e) La mesure de la performance photométrique d'une installation permettant de déterminer le niveau d'éclairage des rues, la luminance, de recommander des actions correctives appropriées et de présenter une restitution cartographique.
- f) Des contrôles ponctuels d'intégrité des mâts ou de conformité des installations.
- g) Le nettoyage complet par moyen approprié des mâts et accessoires (crosses ou crossettes, etc.) quelle que soit leur hauteur.

La commune reste propriétaire de ses ouvrages d'éclairage public. Les ouvrages construits, dans le cadre de la présente convention, lui sont remis en toute propriété. Dans le cadre de la convention, elle désigne comme Maître d'ouvrage délégué le Syndicat Départemental d'Energie de la Seine-Maritime, SDE76.

Le syndicat assure la maîtrise d'œuvre. La mission intègre les prestations suivantes :

- L'assistance pour la dévolution des travaux,
- L'établissement et l'envoi des commandes et des ordres de services annuels,
- La surveillance et le contrôle des travaux d'entretien,
- Le constat d'achèvement des travaux d'entretien et les modalités relatives aux opérations de réception,
- Le contrôle des plans et des factures,
- L'établissement des certificats de paiements.

Lors de l'adhésion de la commune ou lors du renouvellement du marché de prestations, le SDE76 communique à la commune, le nom de l'entreprise retenue, le CCAP, le CCTP et le Bordereau des Prix Unitaires.

La contribution financière de la commune comprendra :

- Le coût annuel de l'entretien, révisé chaque année conformément au marché en cours,
- Le coût des interventions ponctuelles sur le réseau et des prestations complémentaires selon les tarifs, révisés chaque année, figurant au marché en cours et détaillés dans des devis préalable, acceptés par la commune avant réalisation,
- Une participation aux frais de gestion de cette prestation, car toutes les communes adhérentes au SDE76 n'en bénéficieront pas du fait de leur non adhésion.
- Le cas échéant, la prestation de mise en place et de suivi du guichet unique.

Cependant, compte tenu de l'importance du coût de mise en œuvre de chaque marché, il sera demandé chaque année un acompte de 50% du montant prévisionnel de dépense de l'année.

Les factures sur devis pour les prestations ponctuelles ou optionnelles sont payées par le SDE76 au prestataire. Celui-ci les répercute au cas par cas à la commune.

Les demandes de remboursement ou d'acomptes du SDE76 à la commune font l'objet d'un titre de recettes accompagné soit d'un décompte établi par le syndicat, soit de la facture présentée par l'entreprise. Ce titre de recettes est payé par la commune à la Trésorerie dont dépend le SDE76 dans les meilleurs délais.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Adhère au contrat de maintenance de l'éclairage public pour la période du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2018 pour la prestation de base de maintenance préventive et curative,
- Accepte l'option concernant la création et la mise à jour annuelle du plan des réseaux sur le guichet unique,
- inscrit chaque année les dépenses au budget,
- s'engage à régler pendant 2 ans les dépenses au Syndicat Départemental d'Energie, SDE76, notamment un acompte de 50% en début de chaque exercice annuel et le solde chaque année au vu des dépenses réellement engagées par le SDE76,
- règle chaque année au SDE76 une contribution au fonctionnement du service entretien de l'éclairage public de 1€ par foyer lumineux et armoire de commande,
- autorise Madame le Maire à signer la convention à intervenir entre le SDE76 et la commune.

VIII) REFECTION DE LA DALLE DU CALVAIRE ET METALLISATION DU CHRIST

16-92 Réfection du calvaire

Lors de sa séance du 19 septembre 2016 et du 19 octobre 2016, le conseil municipal a délibéré favorablement pour la réparation du christ et de la croix pour un montant de 1 820€ HT.

Madame le Maire informe que des derniers travaux sont nécessaires et notamment la métallisation du christ avant peinture, la réfection de la dalle et la repose de la croix.

Le Conseil municipal

- Décide de faire les derniers travaux de métallisation du christ, la réfection de la dalle et repose de la croix par l'entreprise Semeradt sise à Saint-Nicolas-d'Aliermont
- Approuve le devis qui s'élève à 1 120€ HT
- Donne tout pouvoir au maire pour faire réaliser ce travail

IX) RENFORCEMENT TOITURE MAISON THOMAS

16-99 Renforcement toiture maison THOMAS

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que la toiture de la maison louée à Monsieur Thomas se vrille.

Elle indique qu'elle a proposé aux locataires une maison SODINEUF à FREULLEVILLE mais que ceux-ci ont refusé de déménager.

Deux entreprises ont été sollicitées pour donner leur avis. Seule, l'entreprise HENRY préconise un renforcement de la charpente sans que Monsieur et Madame THOMAS soient obligés de quitter leur logement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

- Décide le renforcement de la charpente par l'entreprise HENRY
- Approuve son devis s'élevant à 2 350,80€ TTC
- Donne pouvoir au Maire pour faire procéder à ces travaux

X) LIMITATION DU SON A LA SALLE POLYVALENTE

16-93 Salle polyvalente : Limitation du son

Madame le maire expose au Conseil municipal qu'elle a été saisie de plaintes concernant le bruit à la salle polyvalente.

Ces nuisances sonores sont la conséquence de plusieurs facteurs :

- très grande proximité des habitations
- aucune barrière acoustique entre la salle et les habitations voisines
- pas de limiteur de son pour le bruit lié à la musique

Des mesures ont été déjà prises notamment un affichage à la salle polyvalente et l'interdiction de laisser la porte de devant ouverte. Une légère amélioration de la situation a été constatée mais cela ne suffit pas.

Elle propose l'achat d'un limiteur de son pour réduire les nuisances liées à la musique.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- reconnaît la nécessité de prendre davantage de mesures pour limiter les nuisances sonores liées à la location de la salle polyvalente.
- approuve l'achat d'un limiteur de son pour un montant maximum de 3500 euros

XI)

DOCUMENT UNIQUE

16-94 Document unique : Aide du CDG 76

Madame le maire informe le conseil municipal de l'obligation du document unique et rappelle la réglementation.

Elle propose l'aide du Centre de Gestion 76 pour la création, l'élaboration et la mise à jour de ce document obligatoire.

Le coût est estimé à ce jour à 1 191€ la première année pour la création et l'élaboration de ce document et 541€ par an pour la mise à jour sachant que la durée de la mission est de 4 ans.

Le conseil municipal

- Vu la lourdeur du document, décide de demander l'aide du CDG76 pour la création et l'élaboration de ce document unique
- Approuve l'estimation des coûts
- Donne tout pouvoir au maire pour la mise en œuvre de cette décision et le règlement des dépenses qui s'y rapportent.

XII)

AVENANT A LA CONVENTION AVEC LES RESTOS DU COEUR

16-95 Avenant à la convention avec les Restos du Coeur

En référence à la convention de partenariat entre la commune de Saint-Aubin-le-Cauf et l'association Départementale des Restos du Cœur 76 Littoral en date du 09 juin 2016,

le Maire expose au Conseil municipal

Pour la restauration du mur d'enceinte du cimetière, la commune a signé une convention de partenariat avec l'association des Restos du Cœur 76 Littoral pour réaliser les travaux dans le cadre d'un chantier d'insertion.

Pour l'ensemble des travaux prévus initialement, il était convenu que la commune verse une subvention de 9 000€.

Un acompte de 20% du montant soit 1 800€ a déjà été versé au démarrage du chantier.

Les délais de réalisation des travaux ont été plus longs que prévus et l'association demande le versement anticipé du solde.

Les travaux n'étant pas terminés, Madame le Maire propose de verser un deuxième acompte de 5 000€ aux restos du cœur.

Le Conseil Municipal

- Approuve la proposition ci-dessus,
- Autorise le Maire à signer l'avenant à la convention tel que le projet en est annexé à la présente délibération,
- Donne tout pouvoir au Maire pour l'exécution des termes de cet avenant.

XIII)

SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES

16-97 Aide financière à l'antenne d'envermeu des Restos du Coeur

Le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal la demande du responsable de l'antenne d'Envermeu des Restos du Cœur qui sollicite, comme l'an passé, une aide financière de la commune.

Le Maire propose une participation de la commune à hauteur de 500 € sous forme d'un bon d'achat, à faire valoir au magasin Intermarché de Saint-Nicolas-d'Aliermont, pour la fourniture de denrées alimentaires (hors alcool).

Le Conseil Municipal

- Approuve la proposition,
- Décide d'allouer une aide de 500 € à l'antenne des Restos du Cœur sous la forme mentionnée ci-dessus,
- Donne tout pouvoir au Maire pour la mise en œuvre de cette décision et le règlement de la dépense qui s'y rapporte.

16-98 Cercle des Médailleurs de la Jeunesse des Sports et de l'Engagement Associatif de l'Arrondissement de Dieppe

Madame le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal la demande de la présidente du FFM JSEA qui sollicite une aide financière de la commune.

Madame le Maire explique que cette association a pour objets et objectifs de présenter le bénévolat sous différents angles, de mettre à l'honneur plusieurs bénévoles, en respectant la parité et la représentativité territoriale, et également de récompenser des Jeunes particulièrement méritants qui se sont investis au profit de leurs concitoyens.

Le Conseil Municipal

- Approuve la proposition,
- Décide d'allouer une subvention de 150 € au FFM JSEA,
- Donne tout pouvoir au Maire pour la mise en œuvre de cette décision et le règlement de la dépense qui s'y rapporte.

16-101 SAUFC : Mise en place de panneaux aux entrées du village

Madame le Maire expose au Conseil municipal que l'association Saint Aubin United Football Club (SAUFC) a décidé de se doter de 4 panneaux informatifs afin de promouvoir les manifestations qu'elle organise régulièrement dans la commune.

Ces panneaux seraient placés à chaque entrée du village et pourraient servir de support à la promotion de toutes les manifestations communales.

Compte tenu de l'intérêt que représente cette initiative pour l'animation de la commune, il est proposé au Conseil municipal de participer à cette initiative sous forme de subvention exceptionnelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

- Approuve l'installation des 4 panneaux informatifs aux entrées du village
- Décide de verser une subvention exceptionnelle de 1500€ au SAUFC pour la réalisation de ces panneaux.

XIV)

QUESTIONS DIVERSES

Pas de question.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 32.